

## *Avant-propos*

L'espoir de vaincre Macron dépend de l'évolution de toutes les composantes de la gauche. Mais, depuis le désastre électoral d'avril-juin 2017, reste-t-il une possibilité pour le Parti socialiste de survivre ?

Je le répète depuis lors : on ne peut pas être à la fois socialiste et macronien. La faute aux cinq années de politique droitrière de François Hollande, Manuel Valls et Emmanuel Macron. Il fallait revenir au parti de Jaurès, d'Épinay et à l'unité de la gauche. Je ne savais pas encore que cela nous vaudrait le départ de la gauche socialiste par morceaux, puis, *de facto*, notre exclusion.

Bien sûr, une faible chance subsistait de sauver le PS, à condition de se dégager du lourd bilan du quinquennat et d'en revenir à des bases de gauche saines, à la tradition de Jaurès, à la recherche de l'unité de la gauche et du programme qui la permettait. Ce n'est pas entre Vallaud et Le Foll, coauteurs de la loi El Khomri, que cela peut se faire et se jouer.

Mais le noyau dirigeant issu du hollandisme n'a pas montré l'once d'une velléité de s'engager dans cette voie. Nous avons fait des offres de débat sincère, elles ont été repoussées. De Jean-Christophe Cambadélis à Stéphane Le Foll, d'Henri Weber à Alain Bergounoux, de Rachid Temal à Guillaume Bachelay, d'Olivier Faure à Didier Guillaume ou Najat Vallaud-Belkacem, ils n'ont cherché qu'à poursuivre le cours des cinq années précédentes. Arc-boutés sur les restes de l'appareil défait, ils n'ont eu de cesse de repousser les efforts de la gauche socialiste, pourtant

tâtonnants, hésitants, insuffisants mais sincères. Les « hollandais » ont même tenté d'imputer leur défaite non à leur politique faillie, mais aux « frondeurs » qui s'étaient efforcés de l'aiguiller à gauche et de la redresser, avant de la combattre bien tardivement.

Les barons hollandais – Le Drian, Urvoas, Ferrand, Castaner –, ayant appelé à voter Macron dès le premier tour, ont rejoint le gouvernement d'Édouard Philippe, tandis que Le Foll, Cambadélis et les autres se sont mis à souhaiter publiquement « la réussite d'Emmanuel Macron ».

Pendant ce temps, j'appelais à réunir toutes les forces pour « combattre et vaincre ce nouveau Thatcher », hâtant encore notre exclusion. J'espérais beaucoup des militants, mais le haut de l'appareil faisait tout pour les réduire au silence.

Depuis le 5 septembre 2017, je fais meeting sur meeting dans toute la France contre les ordonnances, appuyé partout par des militants de base. Ceux-ci se disent « déboussolés » ou « sur le départ », entre « Hamon dehors », « France insoumise » et gauche socialiste désertée, passive ou divisée. Persuadés que la mort du PS sera un recul pour toute la gauche, nous défendions, de plus en plus difficilement, l'importance de « tenir jusqu'au congrès » et de rassembler toutes les forces qui restent socialistes, de gauche et unitaires. Encore fallait-il que le congrès du PS soit démocratique.

La gauche socialiste avait obtenu 13,28 % des voix au congrès de Toulouse (sur un total de 87 898 votants, octobre-novembre 2012), puis 28,46 % au Congrès de Poitiers (sur 71 140 votants, juin 2015). Mais elle a eu un mal fou à « faire bloc » et à agir de façon efficace, entre ses différentes personnalités et sensibilités : Christian Paul, Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Marie-Noëlle Lienemann, Emmanuel Maurel et moi-même.

Christian Paul, premier signataire de la motion « B » de la gauche socialiste à Poitiers, a adopté une position claire : en substance, c'était fichu, il ne croyait pas à un nouveau congrès, la page PS était tournée, il fallait reconstruire ailleurs et autrement. Cela n'a pas aidé à ce que la gauche du PS se réunisse, se regroupe et agisse.

Benoît Hamon, le 1<sup>er</sup> juillet 2017, annonçait qu'il quittait le Parti socialiste et fondait un mouvement baptisé « M1717 ».

Arnaud Montebourg fit savoir qu'il se mettait de nouveau en retrait pour créer des entreprises *made in France*.

Le 8 juillet, le premier geste des « hollandais », c'est-à-dire de l'aile droite du PS, fut de tenir un conseil national très fermé, de repousser le congrès (lequel, statutairement, devait se tenir avant fin 2017), de mettre en place une « direction collégiale provisoire » (DCP) et de lancer une « consultation militante » sur « une feuille de route » qui se proposait de changer les statuts *avant* de tenir un congrès politique en « février-mars » 2018.

Cette « direction collégiale » n'avait aucun rôle statutaire et, pour la première fois, elle n'était pas proportionnelle aux sensibilités du parti : sur ses vingt-huit membres, trois seulement – Régis Juanico, François Kalfon, Emmanuel Maurel –, dont on se demandait ce qu'ils y faisaient dans de pareilles conditions, étaient issus de la gauche socialiste.

J'avais demandé à cette direction provisoire qu'elle soit infléchi à gauche, ou, pour le moins, qu'elle reste proportionnelle. On ne me répondit même pas, j'en fus même écarté – rejet ayant valeur de verrouillage pour toute la séquence qui suivit.

J'argumentais qu'un coup de torchon était nécessaire et plaidais pour que l'on s'oriente sur une voie unitaire, comme au Portugal, ou sur le chemin nouveau tracé par le Labour Party de Jeremy Corbyn. Cela nous valut encore plus d'hostilité et de méfiance.

En fait, cette direction collégiale provisoire avait précisé pour but d'empêcher l'issue que nous propositions. Elle n'eut qu'un rôle néfaste : après un séminaire discret et verrouillé fin août, elle ne rédigea qu'une « feuille de route », une sorte de « quiz-agenda », qu'elle se proposa de faire voter le 28 septembre. Ce fut un échec terrible : moins de 10 % des adhérents participèrent au scrutin. Dans la plus grosse fédération, celle de Paris, on décompta 908 votants sur 6 578, dont 10 % de « non » et autant de « nuls ». Rien de surprenant : cela ne concernait pas les militants et il n'y avait pas un mot de politique, ni bilan ni futur, ni passé ni avenir, seulement un croquevillement bureaucratique.

Le groupe parlementaire PS à l'Assemblée nationale renonça à s'appeler « socialiste » et se baptisa « nouvelle gauche ». Sur ses trente et un députés, cinq votèrent la confiance à Macron, cinq s'y opposèrent et vingt et un s'abstinrent, ce qui reflétait la division profonde du parti et son manque d'enthousiasme à s'opposer à Macron.

Lors du vote sur la loi d'habilitation des ordonnances anti-travail, en juillet, le groupe vota contre par trente et une voix, mais le président du groupe, Olivier Faure, précisa qu'il ne s'agissait pas d'une opposition aux ordonnances en général, mais à « certaines lignes rouges » que celles-ci franchissaient. En fait, il défendait encore la loi El Khomri (que le candidat Benoît Hamon, au nom du parti, avait pourtant proposé d'abroger) et tâchait de distinguer soigneusement ce qui séparait les ordonnances Macron des lois Hollande-Valls !

Avec cela, il n'était pas question de changement ni de redressement. Hésitant à appeler à la première grande manifestation syndicale du 12 septembre, le PS se joignit à celle, plus unitaire, de la fonction publique le 10 octobre ; mais il défendait un « contre-budget », qui était en réalité le budget prévu par Hollande, avec 2,7 % de déficit, rendant impossible la hausse des salaires de la fonction publique que le PS faisait mine de défendre par sa présence dans le cortège.

Seul geste positif dans cette période : une saisine commune des trois groupes parlementaires PCF, FI et PS du Conseil constitutionnel contre le contenu des ordonnances.

Peu après, le même groupe ex-PS, dénommé « nouvelle gauche », votait à l'unanimité l'intégration des principales mesures de l'état d'urgence dans le droit commun, contre l'avis majoritaire du Bureau national.

*De facto*, il n'y avait plus de direction : sur vingt-huit membres théoriques, la « DCP » n'en réunissait que six à dix ; quant au Bureau national, il ne réunissait que de dix à quinze membres, sur cinquante-huit. Les groupes parlementaires n'obéissaient plus au parti. Seule une poignée s'accrochait au pouvoir, avec la volonté de « purger » le parti plutôt que de le renforcer. Partout la chasse

aux sorcières, des militants écartés sans nul respect des statuts. Aurélie Filippetti fut ainsi exclue sans autre forme de procès. En Côte d'Or, en Bretagne, des groupes de militants furent chassés. Dans le Nord, autour de Leers-Wattrelos, les responsables devenus « macroniens » détruisirent tout ce qui restait des vieux cercles militants. Les « hamonistes » perdaient un par un : Guillaume Balas, Isabelle Thomas, Pascal Cherki... C'était la décomposition.

Il apparut indispensable de vendre le siège de la rue de Solférino, d'opérer un plan social de deux tiers des salariés permanents du parti, de regrouper des sections et fédérations désertées. Chaque jour, le désastre empirait. La direction ne réagissait plus à rien de décisif dans les débats et les batailles sociales et politiques du pays.

Un budget prévisionnel du PS fut rebâti et adopté pour les années 2018-2022, qui n'envisageait même pas de recruter 20 % d'adhérents en cinq ans, faisant l'impasse sur les élections territoriales de 2020 ou 2021, tout en projetant de nouveau une dépense phénoménale pour la présidentielle en 2022. Aucun plan militant, aucune ambition de renouveau ! Alors même qu'en Grande-Bretagne le Labour Party était repassé de soixante mille adhérents sous Tony Blair à six cent mille sous Jeremy Corbyn, et qu'au Portugal le PSP unitaire, allié à gauche avec le PCP et le Bloc de gauche, enregistrait un énorme succès avec 38 % des voix aux élections municipales intermédiaires.

Après les sénatoriales partielles de septembre 2017, le groupe « socialiste » du Sénat conservait quatre-vingt-deux sièges. C'est là qu'existerait le plus important « trésor de guerre » financier. Le président Didier Guillaume, favorable à Macron comme la moitié des sénateurs, fut pourtant réélu président. Le 24 novembre 2017, il s'empresse de saluer Olivier Dussopt, rallié au gouvernement de Macron en qualité de « secrétaire d'État chargé de la Fonction publique », pour défendre un budget qu'il critiquait une semaine auparavant.

C'est alors qu'ils se lancèrent dans une préparation de congrès totalement antistatutaire, visant moins à reconstruire qu'à écarter ce qui restait de la gauche socialiste combative. Rachid Temal réclama un niveau de quarante signatures (au lieu d'une seule prévue par

les statuts) pour avoir le droit de déposer une motion. De ce fait, dans plus de soixante-dix départements, plusieurs milliers de militants – les nôtres, ceux de Démocratie et Socialisme –, étaient écartés du droit de déposer une motion et donc d’être, conformément aux statuts, représentés aux instances de direction d’après-congrès.

Ensuite, ils changèrent le périmètre électoral des votants. Les « macroniens » du premier ou du second tour furent dispensés de payer leurs cotisations 2014-2017. Pas besoin de rattrapage ou de mise à jour pour voter le 29 mars 2018 : il suffisait de payer 20 euros avant le 31 décembre pour être autorisé à participer au congrès d’avril 2018 (alors que les statuts officiels prévoyaient une mise à jour et une limite d’adhésion six mois avant le vote). Ils supprimaient en outre les « contributions générales », c’est-à-dire toute discussion avant les motions et le congrès lui-même. Puis, ils soumettaient les motions à une règle drastique : divisées en cinq questions, on ne savait comment ces « fenêtres imposées » seraient représentées par des délégués au congrès. Il n’y avait même plus de « convention statutaire » (comme l’avait prévu la « feuille de route ») pour ratifier cette violation flagrante et brutale des statuts. Les militants seraient « consultés »...

La question était posée de notre participation à ce dernier congrès. Aller jusqu’au bout ou non ?

Nous avions tout fait pour garder unie la gauche socialiste. Tel n’était pas le cas de tous. Christian Paul parti, Hamon et Montebourg partis, la sénatrice Lienemann gardant le silence, Maurel happé sans résistance dans la direction collégiale, que faire ? Nos propositions pour élire un Jeremy Corbyn à la française, sur un cours nouveau baptisé « le social au cœur », étaient très populaires à la base, autour du parti et parmi ses sympathisants, mais totalement bloquées, étouffées par l’appareil. C’était comme une fuite en avant, un suicide...

C’est alors qu’ils inventèrent de toutes pièces une calomnie pour m’exclure.

Le 17 novembre, à 22 h 30, après une longue journée de travail, je retweete un photomontage visant Macron, sans m’apercevoir de sa nocivité. N’ayant pas vérifié sa provenance, je n’ai pas perçu

les connotations à caractère antisémite d'une image dont je ne suis pas l'auteur. J'ai manqué de vigilance. Mais, sitôt alerté, je prends conscience de la portée de ce montage. Quarante minutes plus tard, je le retire en présentant des excuses.

Cette bévue non intentionnelle étant circonscrite, les choses auraient pu – et dû – en rester là. Il eût été judicieux de me défendre, non de m'accabler. Nul n'était en mesure de me soupçonner, en cinquante ans de militantisme, de la moindre équivoque antisémite.

Je hais le racisme. L'un des nombreux cofondateurs de SOS-Racisme, je me sens juif de cœur dès qu'il y a menace d'oppression antisémite. Ma vie personnelle et intime, tout en témoigne. Je n'ai raté en cinquante ans aucune manifestation antiraciste, aucune forme de lutte – tracts, meetings, mobilisations, concerts – contre l'antisémitisme.

Rien n'y fit : dès le 22 novembre, bafouant cyniquement la vérité, mes détracteurs – les mêmes qui, une semaine plus tôt, voulaient nous exclure, mes amis et moi, du débat sur le congrès – votaient pour me suspendre « à titre conservatoire » du parti et de son Bureau national, après vingt-cinq ans d'adhésion et cinquante ans de militantisme à gauche. Procédure antistatutaire, en mon absence, sans lire les explications que je leur avais envoyées... Ce jour-là, en effet, je participais à un grand congrès CGT-Fnat à Angers.

À ce qu'il semble, le Bureau national n'aurait pas hésité longtemps – malgré les réticences d'un certain nombre à Solférino – à choisir la forme la plus calomnieuse, la plus infamante, pour se débarrasser de toute menace de type Corbyn à la française, de tout retour d'une gauche socialiste sincère, implantée parmi les syndicats, au sein du salariat. Je ne reçus ni motion écrite ni message, sinon par voie de presse. Un véritable « procès de Moscou », exécuté de façon expéditive, violente et infâme. Fraternellement, Daniel Mermet ironisait : « Filoche est sans doute aussi pédophile, dealer, violeur et même socialiste ! »

Au regard des statuts, cette procédure n'avait aucune valeur. Pourtant, il ne fut pas donné suite à mon recours « statutaire ».

Tout occupés à fomenter un putsch en guise de congrès 2018, mes accusateurs assumaient du même coup cet acte dégoûtant. Politique de la terre brûlée... Quand un appareil et tous ses chefs sont aux abois, ils n'ont d'autre choix que de se montrer sous leur vrai jour. Quelques jours plus tard, d'une simple phrase sur Europe 1, Rachid Temal a d'ailleurs exclu brutalement tous les « hamonistes » qui s'étaient rendus au rassemblement du Mans le 1<sup>er</sup> décembre. Tandis que Jean-Yves Le Drian, ministre régalien du gouvernement Macron, se disait toujours membre du PS. Politique de Gribouille sans foi ni loi...

Cet épisode entre-t-il dans l'inversion de l'histoire de ce parti, dans sa déchéance, dans sa faillite ? Participe-t-il de son changement de nature de classe ?

Nous l'avons dit, le quinquennat Hollande est le pire que la gauche ait connu en cent ans d'histoire. Le désastre de 2017 est le pire qu'ait jamais connu le PS.

Les critères qui nous ont fait dire que ce parti de gauche était un « parti ouvrier bourgeois », salarié à sa base, bourgeois en sa direction, ne seraient-ils pas en train de changer à toute vitesse ? Plus de plan, plus d'idées, plus de base sociale... et ils scient leurs derniers liens avec des millions de salariés !

Dans ces conditions, le congrès des 7 et 8 avril 2018 à Aubervilliers a-t-il encore un sens ? Nous savons d'avance qu'ils rejetteront le « social au cœur », qu'ils ne défendront pas le smic à 1 800 euros, la retraite à soixante ans, la semaine de 32 heures et le plafond de 5 % de précaires par entreprise. Que reste-t-il en guise de « gauche socialiste » pour les y inciter ? Rien. Les derniers qui tentaient de s'en prévaloir, en acceptant de piétiner les statuts et par leur vote d'exclusion, n'ont laissé aucune place à l'honneur.

Cela dit, nous le savons tous : hors de cet appareil désarticulé et de ses mœurs devenues inqualifiables, il reste entre 2,4 millions (premier tour de l'élection présidentielle, 23 avril 2017) et 6 millions de voix socialistes (élections régionales du 5 décembre 2015). Pierre Moscovici, le 10 décembre, s'est dit d'accord à 80 ou 90 % avec Emmanuel Macron. Mais les voix de gauche n'iront pas vers un parti qui s'entêterait à suivre ce dernier sans s'opposer.



Elles n'iront pas vers un parti qui défendrait le retour à une ligne politique similaire à celle de Hollande.

Le PS va-t-il devenir une sorte de parti radical *bis*, une formation de notables coupés de toute base sociale ? Disparaîtra-t-il en piétinant sa propre, longue et belle histoire, après quelques ultimes actes honteux ?

À Paris, le 7 décembre 2017, point culminant des travaux dits de « refondation », il y eut un maximum de 416 votants, dont 221 « oui » et 121 « non » et 32 abstentions (sur 6 578 adhérents théoriques) pour consacrer l'enterrement de toute démocratie par la « suppression intégrale des motions, remplacées par un court texte d'orientation générale présenté par la direction ».

Le Conseil national du 9 décembre n'est pas allé jusque-là, mais il a arrêté des dispositions tout aussi antistatutaires, puisque seul un congrès disposait du pouvoir de changer les statuts. Ainsi, le Conseil national du 9 décembre :

- supprime les contributions générales ;
- maintient des contributions thématiques avec vérification par la commission de préparation du Congrès qu'elles portent bien sur un seul thème (possibilité de laisser signer des sympathisants) ;
- impose des textes d'orientations organisés autour de cinq thématiques obligatoires (introduction et conclusion libres) ;
- fixe à 5 % le nombre de membres du Conseil national pour déposer un texte d'orientations, au lieu d'un seul membre ;
- fixe l'élection des premiers fédéraux en même temps que celle du premier secrétaire national sur la base d'un plan d'action fédérale ;
- fixe la date limite d'adhésion au 31 décembre 2017, au lieu du 15 septembre ;
- restreint la mise à jour de la seule cotisation 2018 le jour du vote pour les adhérents actuels et les anciens adhérents membres du parti (à partir de 2015), sauf pour les élus qui doivent être à jour de toutes leurs cotisations ;
- et précise que les anciens adhérents exclus de fait ou par les instances du parti ne peuvent bénéficier de ces dispositions.

*Exit !*

Dès lors, l'important devient de « reconstruire la gauche » (un nouveau et grand PS démocratique, pluraliste et unitaire ?), comme 1 111 socialistes de 101 départements l'ont proposé le 20 janvier 2018. L'important est de reconstruire une gauche, un parti à la fois réellement socialiste, pluraliste et unitaire, où le « social au cœur » et les statuts démocratiques soient respectés.

Il convient pour cela de rassembler toute la gauche politique et syndicale. Benoît Hamon et Génération.s ont de nouveau réuni leurs militants au Mans, le 1<sup>er</sup> décembre 2017. Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise ont tenu une convention nationale à Clermont-Ferrand, le 18 novembre 2017. Pierre Laurent, au nom du PCF, a appelé les deux à s'unir. Il a raison : travailler à cette unité, à une fédération permanente de la gauche, est vital. La seule issue réaliste consiste dans une forme organisée et permanente de gauche anti-Macron.

## *Introduction*

### **TRADER, UBER, THATCHER ET JUPITER**

S'il y avait encore un doute sur la nocivité de la constitution de la V<sup>e</sup> République et de l'élection d'un président au suffrage universel, la désignation d'Emmanuel Macron l'a levé.

On a atteint le summum de la caricature de démocratie qui consiste à mobiliser 46 millions d'électeurs pour en choisir un seul et concentrer absurdement et par là même tous les autres choix politiques. Record d'abstentions au second tour de la présidentielle depuis 1969 : 25,38 %. Auxquels il faut ajouter quatre millions d'électeurs – 11,5 % des votants – qui ont glissé un bulletin nul ou blanc. Enfin, record absolu aux législatives avec 58 % d'abstentions au second tour.

Le prolongement, à quelques variantes près, d'une même politique libérale, induisant inégalités aggravées et chômage de masse, a usé les grands partis institutionnels et traditionnels depuis quarante ans. PR et PS se sont effondrés, l'un parce qu'il est trop à droite, corrompu et que même sa base traditionnelle doute et louche vers Le Pen, l'autre parce qu'il s'est libéralisé, a trahi la gauche, et que sa base sociale est déçue et amère. La droite, de Balladur à Chirac et de Sarkozy à Fillon, a fini par cesser d'être crédible même aux yeux de son électorat le plus fidèle. La gauche pourtant novatrice des premières années de Mitterrand, et des 35 heures sans perte de salaire avec Lionel Jospin, a fini par laisser place à une triste et pâle copie libérale avec François Hollande. Comme disait Jean d'Ormesson : « Macron n'a pas de socle, il vit de la chute des autres. »